



©UNICEF/CAR/2017/Le Du

## FAITS SAILLANTS

- En mai 2017, on compte 503 600 déplacés internes en République centrafricaine. Par rapport au mois d'avril, une augmentation de 14% a été enregistrée.
- La communauté humanitaire est inquiète de la résurgence des violences. A travers plusieurs communiqués, le Coordonnateur humanitaire, Najat Rochdi, a condamné les violations des droits humains connotation religieuse et ethnique.
- L'ensemble de la communauté humanitaire en Centrafrique est engagé pour mobiliser les fonds qui permettront de sauver des vies. Le financement de l'action humanitaire est en baisse comparé aux années précédentes, alors que le regain de violence dans l'arrière-pays crée de nouveaux besoins urgents.

## CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	503 600
# de réfugiés centrafricains	484 028
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,2 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

## FINANCEMENT

**399,5 millions \$**

Fonds requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

**90 millions \$**

Soit 23% des fonds ont déjà été mobilisés

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rendre compte de leurs financements à travers le [Financial Tracking Service \(FTS\)](#). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, d'analyser les gaps et les besoins et de prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

## Au sommaire

La RCA se dirige-t-elle à nouveau vers une crise humanitaire à grande échelle ? P.1

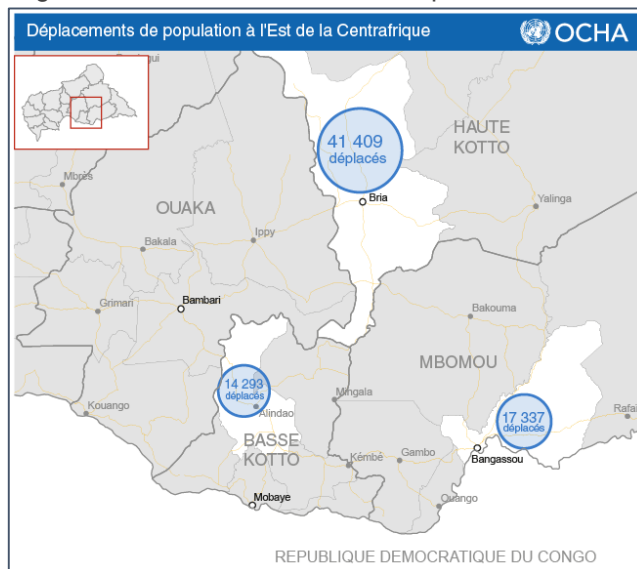
Des milliers d'enfants encore enrôlés dans les groupes armés P.3

Des ressortissants de M'Bès reconstruisent la ville après la crise P.5

# La RCA se dirige-t-elle à nouveau vers une crise humanitaire à grande échelle ?

## Plus de 500 000 déplacés en mai 2017

Tous les indicateurs sont au rouge. Les conséquences humanitaires des affrontements entre les groupes armés ont atteint un niveau supérieur au cours des deux dernières semaines du mois de mai 2017. Pour la première fois depuis août 2014, le nombre des déplacés internes a dépassé la barre des 500 000 personnes. Il est passé de 440 400 personnes en avril à 503 600 en mai, soit une augmentation de 14%. Les raisons de cette augmentation résident dans la multiplication et la résurgence des foyers de tension dans



l'Est, l'Ouest et le Centre du pays. La tendance actuelle à l'embrassement préoccupe au plus haut point la communauté humanitaire. Le déferlement de la violence par effet de contagion est un recul par rapport aux avancées enregistrées par la Centrafrique depuis 2015. Il met aussi à rude épreuve les capacités opérationnelles des humanitaires.

Du 13 au 18 mai, la ville de Bangassou dans la préfecture du Mbomou a connu une vague de violences dont les conséquences continuent à se faire ressentir avec 17 337 personnes déplacées pour une population

de 35 000 habitants. Du 15 au 18 mai la ville de Bria, a été le théâtre de violents affrontements entre groupes armés. En quatre jours, la ville s'est vidée de sa population, avec 41 409 déplacés sur les 47 500 habitants de la ville. A Bangassou comme à Bria, le nombre de déplacés continuent d'augmenter, car ceux qui s'étaient réfugiés en brousse commencent à regagner les sites à la faveur d'une légère accalmie. En outre, à Alindao, 14 293 personnes ont été déplacées pour des raisons sécuritaires.

Les situations d'Alindao, de Bangassou et de Bria sont certes récentes et emblématiques du niveau de violence qui prévaut actuellement en RCA. Elles ne doivent cependant pas dissimuler les crises de plus longue durée qui nécessitent toujours une grande attention, et qui continuent de provoquer des déplacements massifs de populations.

Dans plusieurs autres régions, des villages entiers se sont vidés après avoir été brûlés ou occupés par des hommes armés. D'autres civils ont choisi la fuite, de crainte que les violences ne se propagent chez eux.

### Retour vers un conflit à caractère ethnique et religieux ?

Les affrontements en Centrafrique prennent de plus en plus une connotation religieuse et ethnique. Ce fait nouveau est alarmant, car c'est sur cette base que le pays a sombré en décembre 2013. Il s'en était suivi un déplacement de plus de 900 000 personnes, une multitude de morts et des milliers de personnes qui porteront à jamais les blessures du conflit.

La manipulation religieuse du conflit avait alors gravement abimé le tissu social et instauré des clivages que certaines régions commençaient tout juste à dépasser. Aujourd'hui, ce fragile processus de réconciliation est menacé par la résurgence de violences à caractère religieux.

Dans la semaine du 22 au 28 mai, six femmes et plusieurs enfants ont été sauvagement assassinés par des hommes armés, en raison de leur appartenance religieuse, à Bria et à Bangassou. Dans les localités d'Alindao, Bangassou, Mobaye, Zémio, Zangba et à Bria particulièrement, le communautarisme gagne à nouveau du terrain. Les séries d'agressions et de représailles entre les groupes armés en prenant l'appartenance religieuse comme alibi forcent la population civile à s'enfuir en nombre.

### Protection des civils et accès humanitaire réduits

Les attaques des groupes armés poussent la population à chercher refuge vers des lieux de plus en plus isolés où elle échappe totalement aux mécanismes de protection et n'ont accès à aucune assistance humanitaire. De même, les acteurs n'ont plus les moyens de les atteindre. Selon les principes directeurs d'OCHA, l'accès humanitaire est «la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les populations touchées par une crise, et celle de la population touchée à avoir accès à l'aide et aux services humanitaires. L'accès est donc un préalable indispensable à toute action humanitaire efficace. Un plein accès sans obstacle est essentiel à la mise en place d'une opération, à l'acheminement des biens et du personnel là où ils sont nécessaires, à la distribution des biens humanitaires, à la fourniture de services de santé et au déroulement d'autres activités. Un plein accès permet également aux populations touchées de bénéficier pleinement de l'aide et des services mis à leur disposition ».

A Zangba (à 60 Km de Mobaye, Préfecture de la Basse Kotto) par exemple, la violence a poussé la majorité de la population, soit 4 800 personnes, à se réfugier sur deux îlots distants de 2 km sur le Fleuve Oubangui. Aucun acteur humanitaire n'est présent à Mobaye ; le seul partenaire a dû prendre la fuite en même temps que les autres civils sur les bancs de sable de l'Oubangui. Plus de 2 200 personnes ont quant à elles traversé la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC).

### Les limites de la réponse humanitaire



©OCHA/Yaye N. Sène. 24 mai 2017, Les déplacés du site de PK3 essaient de reconstituer une vie normale. Certains ont entrepris des petits commerces comme autrefois dans leur quartier

Dans les jours qui ont suivi les crises à Bria, Bangassou et Alindao, la communauté humanitaire a mis en œuvre tous les mécanismes de réponse, pour s'assurer qu'une assistance d'urgence soit délivrée à ceux qui étaient le plus dans le désarroi. A Bangassou, dès que la situation sécuritaire l'a permis, des cliniques mobiles ont parcouru les sites de déplacés afin de fournir des soins de première urgence. Plus de 14 tonnes de vivres d'urgence ont été acheminées par avion vers Bangassou et distribuées immédiatement.

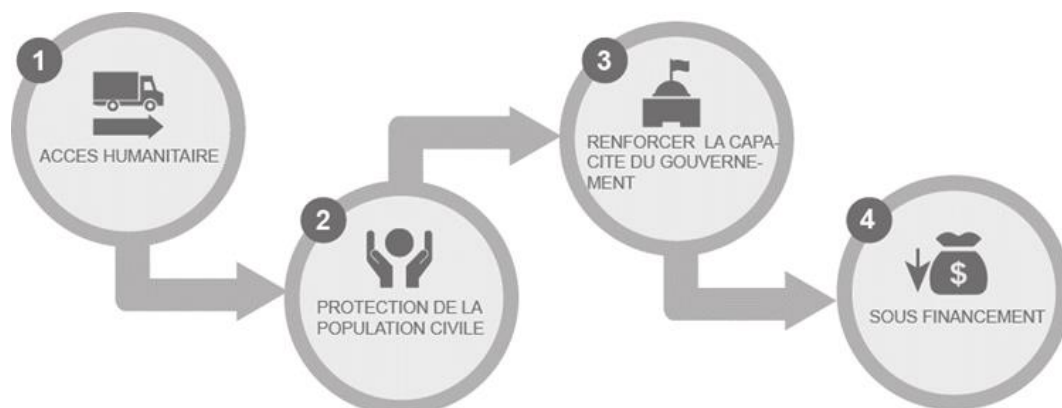
De même, 1 500 enfants et adultes très fragilisés ont bénéficié d'une distribution

d'aliments vitaminés. A Bria et à Alindao, les partenaires humanitaires se sont également mobilisés avec la même ardeur pour apporter les premiers éléments de la réponse. Toutefois, ils ont vite été submergés par l'ampleur des déplacements et des besoins. L'aide alimentaire et les abris ont dû être acheminés depuis Bambari vers Bria, mais l'insécurité

*« Un plein accès sans obstacle est essentiel à la mise en place d'une opération, à l'acheminement des biens et du personnel là où ils sont nécessaires, à la distribution des biens humanitaires, à la fourniture de services de santé et au déroulement d'autres activités. Un plein accès permet également aux populations touchées de bénéficier pleinement de l'aide et des services mis à leur disposition », rappelle le coordonnateur humanitaire, Najat*

et le mauvais état des routes ont retardé l'arrivée de l'aide. De ce fait, presque deux semaines après l'attaque de Bria, la majorité des déplacés dorment encore à la belle étoile et attendent une assistance alimentaire.

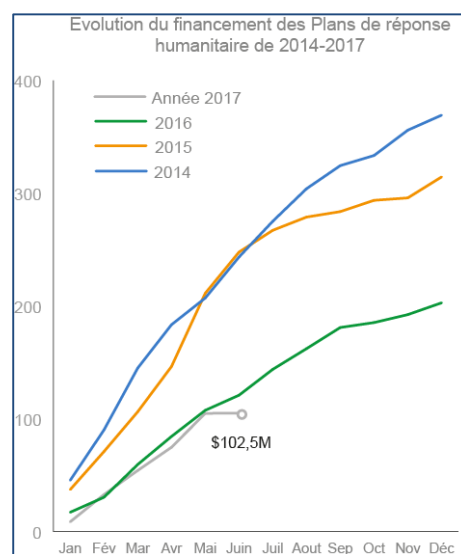
### Les défis à l'action humanitaire



La situation est la même à Bangassou, où sévit une pénurie de bois pour la construction des abris communautaires. La communauté humanitaire redoute désormais de ne pas pouvoir répondre à l'urgence si d'autres crises venaient à éclater. En effet, la majorité des moyens logistiques, financiers et humains a déjà été mobilisée pour les crises citées plus haut. D'autre part, en raison de l'insécurité et d'un réseau routier peu structuré, il est difficile de redéployer rapidement l'infrastructure de réponse humanitaire.

### Conséquence du sous-financement de l'action humanitaire

Cette tendance nouvelle survient à un moment où le financement de l'action humanitaire est gravement insuffisant. A ce jour, le Plan de réponse humanitaire, d'un montant de 399,5 millions de dollars n'est financé qu'à hauteur de de 27,8%, soit 111,006,865 millions. Les effets du sous-financement de l'action humanitaire se font déjà sentir. Dans des régions où leur présence était salutaire pour la population, certains acteurs humanitaires ont dû se retirer faute de financements. Les exemples se multiplient à travers le pays. L'aide humanitaire se réduit, en qualité comme en quantité, alors que les besoins et les populations nécessiteuses augmentent. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), acteur incontournable dans la sécurité alimentaire, sera dans l'obligation de réduire ses rations de moitié pour des populations qui sont déjà dans une grande précarité, si des fonds supplémentaires ne sont pas reçus à temps. Cela a déjà été le cas en début d'année. En utilisant des ressources allouées à d'autres programmes, le PAM a pu fournir une assistance d'urgence à 65000 personnes déplacées mais ses réserves sont maintenant presque épuisées.



*Dans des régions où leur présence était salutaire pour la population, certains acteurs humanitaires ont dû se retirer faute de financements. Les exemples se multiplient à travers le pays*

De même, faute de financement, le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) qui permet d'acheminer l'aide à travers le pays en contournant les contraintes logistiques liées à la vétusté des routes, devra réduire la carte des destinations desservies ou augmenter ses tarifs pour maintenir le niveau de ses prestations.

A ce rythme, il y a fort à craindre que la République centrafricaine ne retombe dans une crise humanitaire de grande envergure, semblable à celle qu'elle a traversée en 2013, et dont les conséquences se font encore ressentir. Un tel recul serait désastreux pour le pays : il rendrait vains tous les efforts et les acquis fragiles qui ont été obtenus à ce jour. Si nous ne parvenons pas à revenir à un niveau de financement adéquat et à juguler la violence, nous serons probablement amenés à investir plus encore dans l'avenir, pour sauver la Centrafrique d'une crise humanitaire annoncée.

## Des milliers d'enfants encore enrôlés dans les groupes armés

**«Maintenant, je veux juste aller à l'école et devenir quelqu'un de bien»**

Elle doit avoir une douzaine d'années, elle-même ne connaît pas son âge. Cynthia (le prénom a été changé) est désormais une petite écolière comme les autres, qui entre en chahutant dans sa salle de classe, à Bambari. Lorsqu'on évoque avec elle les mois passés avec le groupe local des anti balakas, pourtant, le regard de Cynthia se fait lointain : « je faisais la cuisine pour eux, dit-elle, et puis le soir, après avoir mangé, ils m'emmenaient sur le champ de bataille. Je les regardais égorger les ennemis qu'ils n'avaient pas tout-à-fait tués. »

Cynthia avait rejoint le groupe au plus fort de la crise, après la mort de ses parents. Parce qu'on lui avait dit qu'il fallait les venger, mais aussi parce qu'elle avait peur de rester toute seule dans la brousse, sans protection et sans nourriture. Désormais, la petite fille va bien. Elle a compris qu'elle n'avait rien fait de mal, qu'elle avait été la victime et l'instrument des intérêts des adultes. « Maintenant, je veux juste aller à l'école et devenir quelqu'un de bien, » dit-elle d'une toute petite voix.

### Deux ans après le Forum de Bangui

Le phénomène des enfants associés aux groupes armés n'est malheureusement pas récent dans l'histoire de la RCA. Mais la crise a exacerbé les tendances. Dans un premier temps, on estimait que 6 à 10 000 enfants avaient été enrôlés au cours des dernières années. Même si l'on ne dispose pas de statistiques précises, on sait désormais que ce chiffre a été largement sous-estimé: il reste sans doute 4 000 à 5 000 enfants actuellement enrôlés. Et la résurgence des violences de ces dernières semaines a probablement jeté d'autres enfants dans les bras de groupes qui les utilisent comme combattants, guetteurs, messagers, et pour les filles comme ménagères ou esclaves sexuelles.

Le 5 mai 2015, en marge du forum de Bangui, tous les chefs de mouvements politico-militaires s'étaient engagés solennellement à libérer les enfants, mais aussi à s'abstenir d'en recruter d'autres. Ce qui, jusque-là, se faisait au cas par cas, en fonction de la volonté des commandants locaux, a donc été officialisé. Cette signature a permis d'obtenir des résultats conséquents : depuis 2014, un peu plus de 9 000 enfants ont été libérés, dont un peu plus de 7.000 depuis la signature de ce protocole d'accord. Mais en dépit de cet engagement, la plupart de ces groupes détiennent toujours des enfants, et faute de financement, seulement la moitié des enfants libérés a pu bénéficier du programme complet de réinsertion.

### Quelle réinsertion pour les enfants associés aux groupes armés

A leur sortie des groupes, les enfants sont confiés au ministère des Affaires sociales, qui à son tour les confie à l'UNICEF et à ses partenaires, lesquels entament avec eux un long processus de réintégration. Dans un premier temps, ils sont soumis à des examens médicaux, puis entament les séances de soutien psychosocial, avec pour objectif de leur permettre de dépasser leurs traumatismes et de renouer avec les bases de la vie en société. Après une évaluation, voire une remise à niveau scolaire, les enfants peuvent choisir, soit de retourner à l'école, soit, pour ceux qui ne le souhaitent pas, sont trop âgés ou n'en ont pas les capacités, de suivre une



©UNICEFCAR/2017/Le Du. Mbaiki, Préfecture de la Lobaye  
Le début d'une nouvelle vie : 50 enfants ont officiellement quitté le groupe des anti balaka, le 5 mai dernier.

*« Maintenant, je veux juste aller à l'école et devenir quelqu'un de bien », confie Cynthia*



©UNICEFCAR/2017/Le Du. Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko. Une classe de remise à niveau pour des enfants démobilisés à Bangui.

formation professionnelle. Ceux qui n'ont pas de famille sur place, ou pas de famille tout court, sont placés en famille d'accueil –solution moins onéreuse et plus adaptée à la réintégration sociale que les centres de transit : replacés dans un environnement de type familial, avec des adultes aimants et aidants, les enfants sont moins à risque d'abandonner le programme.

Aujourd'hui, pourtant, beaucoup reste à faire. Il faut aller identifier et libérer les enfants dans les zones les plus reculées du pays.

Les obstacles sont nombreux : le financement, d'abord, mais également les questions d'accès, qui en dépit des engagements signés par les groupes armés, restent particulièrement problématiques. En outre, les régions les plus reculées ne disposent pas des infrastructures nécessaires à la mise en place de programmes de réinsertion.

## Des ressortissants de M'Brès reconstruisent la ville après la crise

### Sortir la ville de M'brès de la crise

Les crises qui se sont succédées en République centrafricaine depuis 2012 ont obligé des milliers de personnes à prendre le chemin de l'exil ; elles ont également détruit les moyens de subsistance des communautés. Dans une ville comme M'brès, où la majorité de la population vivait de l'agriculture et des activités agro-pastorales, l'impact du conflit a été durement ressenti. Afin de pallier cette situation, des ressortissants de M'brès ont constitué l'Association pour le Développement de M'Brès (ADEM). L'objectif principal est de participer au relèvement des communautés, en restaurant le capital des agriculteurs les plus vulnérables par la fourniture d'intrants agricoles (semences et outils), la restauration du petit élevage et un appui technique.

*ADEM : participer au relèvement des communautés, en restaurant le capital des agriculteurs les plus vulnérables par la fourniture d'intrants agricoles (semences et outils), la restauration du petit élevage et un appui technique*

Ainsi, grâce à un financement du Fonds humanitaire (FH), le projet « Appui aux agriculteurs affectés par la crise dans la Sous-Préfecture de M'brès » a permis en 2015 à 1000 agriculteurs d'obtenir des semences et des outils agricoles, afin de relancer les activités maraichères. La relance du maraîchage a été d'une importance capitale pour les retournés de M'brès. La commercialisation des premières récoltes a permis aux bénéficiaires de

réhabiliter leurs maisons incendiées ou détruites lors des conflits armés. « Certains ont utilisé ces revenus pour la scolarisation de leurs enfants et d'autres pour se faire soigner, après avoir passé des mois dans la brousse », indique le Coordonnateur de l'ADEM, Bernard Ouanga Amatoko. En mai 2016, un autre financement du FH a permis à ADEM d'élargir sa cible, en venant en aide à 5000 personnes affectées par la crise, essentiellement des chefs de ménages monoparentaux, des orphelins et des familles d'une extrême vulnérabilité. L'ADEM a également remis à ce groupe des intrants et outils agricoles avec des animaux reproducteurs pour relancer le petit élevage.



© ONG ADEM, Préfecture de la Nana Gribizi, 2015. L'ADEM distribue des bœufs après une initiation à la culture attelée.

### Rebâtir la résilience des communautés

Dans le même temps, l'ADEM a réhabilité 15 points d'eau et construit 10 blocs de latrines dans les lieux publics. L'association a aussi participé à la campagne contre la défécation à l'air libre et a sensibilisé 5 300 personnes contre cette pratique. D'autre part, elle a installé des dispositifs de lavage des mains dans plusieurs établissements scolaires afin de participer à la promotion de l'hygiène dans les lieux publics.

Assalam Issa Abakar, chef de quartier et membre d'un groupement agricole, témoigne de l'amélioration des conditions de vie à M'brès : « Nous avons été dispersés par la crise. Certains étaient cachés dans la brousse, d'autres allaient d'un site de déplacés à un autre. Nous nous sommes retrouvés grâce aux campagnes de sensibilisation au retour de l'ADEM » dit-il, heureux de retrouver un environnement familier et accueillant.

« Nous avons bénéficié d'outils et de semences pour reprendre nos activités agricoles et commerciales. Ce qui nous permet aussi de relancer la cohésion et le vivre ensemble que nous connaissions jadis » se réjouit Assalam Issa Abakar.

Contactez ADEM à l'adresse suivante : Tél. : (+236)75501774 / (+236)75501776  
Email : adem02072006@yahoo.fr ; [bouanga\\_amatoko@yahoo.fr](mailto:bouanga_amatoko@yahoo.fr). L'ADEM a son siège social au quartier Damala dans la commune de Bimbo

## Les bonnes nouvelles

### Le fonds humanitaire débloque 9 millions de dollars pour soutenir la réponse humanitaire sous-financée



Afin de pallier les besoins les plus urgents et critiques en répondant aux nouvelles urgences ainsi qu'à celles qui persistent, le Coordonnateur humanitaire en République centrafricaine, Najat Rochdi, a lancé la première allocation standard pour 2017 du Fonds humanitaire en RCA (FH RCA). D'un montant de 9 millions de dollars, elle a pour objectif d'atténuer la vulnérabilité des populations et financera des projets dans les régions de la Basse Kotto, du Mbomou, de la Nana Gribizi, de la Ouaka et de l'Ouham-Pendé. Ces zones sont celles qui ont vu surgir entre septembre 2016 et mars 2017 le plus grand nombre de foyers de tension et par conséquent les déplacements de population les plus massifs ainsi que des problématiques liées à la protection des civils.

## Le saviez-vous ?

Les principes humanitaires			
Humanisme	Neutralité	Impartialité	Indépendance opérationnelle
Il faut alléger les souffrances humaines où qu'elles soient. L'objectif de l'action humanitaire est de protéger la vie et la santé et de garantir le respect des êtres humains	Les acteurs humanitaires ne doivent pas prendre parti pendant les hostilités ou se lancer dans des polémiques de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique.	L'action humanitaire doit être menée uniquement sur la base des besoins, en donnant la priorité aux situations de détresse les plus urgentes sans faire de distinction entre nationalités, races, genres, religions, croyances, classes ou opinions politiques.	L'action humanitaire doit être indépendante de toute visée politique, économique, militaire ou autre dans les zones où elle est mise en œuvre.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

**Joseph Inganji**, Chef de Bureau, [inganji@un.org](mailto:inganji@un.org), Tel. (+236) 70738730

**Yaye Nabo Séné**, Cheffe, Information publique, [seney@un.org](mailto:seney@un.org), Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes: [www.unocha.org/car](http://www.unocha.org/car) | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)